

## La facture énergétique extérieure provisoire de la France en 2006 et les émissions de CO<sub>2</sub>

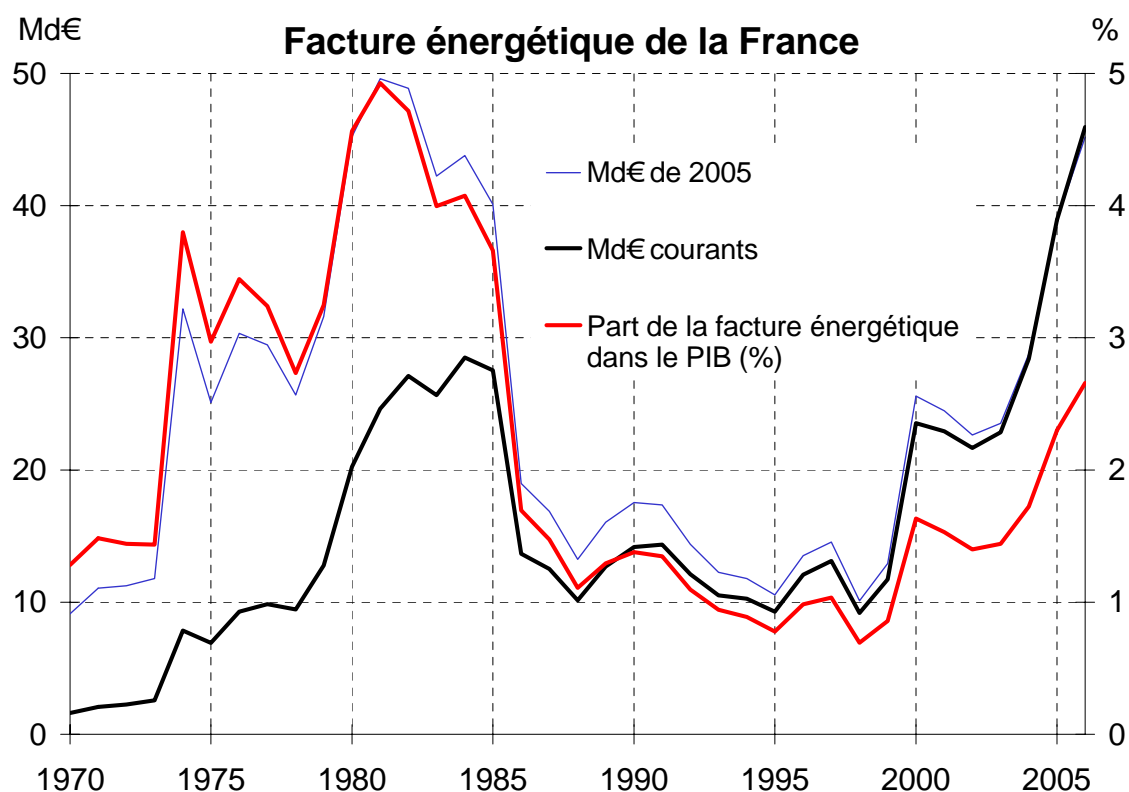
### Estimation du montant annuel et effet du choix nucléaire

1. Depuis 2000, le bilan des échanges extérieurs de la France en matière d'énergie se fait de plus en plus lourd pour notre économie. La facture énergétique totale vis-à-vis de l'étranger était en euros courants de 23 milliards d'euros en 2003, 28 milliards en 2004 et 38 milliards d'euros en 2005. **Elle devrait atteindre environ 46 milliards en 2006.**
2. Pour la troisième année consécutive, il s'agit d'une croissance considérable, même si elle est moins forte qu'en 2005 : **+ 19% en 2006**, contre 22% en 2004 et 37% en 2005.

Selon l'estimation de l'Observatoire de l'énergie, l'essentiel de l'augmentation provient des importations de pétrole (+7,5 milliards, dont 5 pour le pétrole brut et 2,5 pour les produits pétroliers raffinés) et de gaz (+2,5).

Inversement, la France a exporté davantage de produits raffinés, essentiellement d'essence vers les Etats-Unis (+2). Le solde des échanges d'électricité devrait se maintenir à peu près au même niveau qu'en 2005.

3. A prix constants, le montant de la facture énergétique est presque équivalent à celui de 1981, au plus fort du second choc pétrolier. Cela signifie que notre déficit en énergie représente la même valeur qu'à



l'époque et pourrait être échangé contre les mêmes biens. La valeur de ce déficit est donc une des plus fortes que la France a connues. Elle représente en 2006 une part de **2,7% du produit intérieur brut**. C'est un niveau qui n'avait pas été atteint depuis longtemps (1985), mais qui est nettement inférieur au maximum de 5% enregistré en 1981.

Il est important de noter que cette augmentation est entièrement due à l'évolution des prix : les quantités importées devraient rester en 2006 à peu près au même niveau qu'en 2005.

4. Le niveau de la facture pourrait se maintenir en 2007 si le cours du pétrole reste proche des 60 \$/b.
5. Si la France ne disposait pas d'électricité nucléaire, l'alternative la plus économe en émissions de CO<sub>2</sub> serait de produire de l'électricité à partir de centrales thermiques à cycle combiné (CCG) fonctionnant au gaz. Dans les conditions économiques de l'année 2006, ce scénario aurait impliqué :
  - pour produire l'équivalent de la consommation française d'électricité d'origine nucléaire (hors Eurodif), il aurait fallu importer pour **13,5 milliards d'euros de gaz en supplément** ;
  - il n'y aurait pas eu d'avantage compétitif à l'exportation d'électricité, soit un manque à gagner de 2,6 milliards d'euros ;
  - **la facture énergétique aurait donc été alourdie de 16 milliards d'euros**. Elle aurait été de 62 milliards d'euros au lieu de 46. Sa part dans le PIB aurait été de 3,6% au lieu de 2,7% ;
  - la combustion du gaz naturel correspondant aurait émis 128 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, ce qui aurait conduit la France à dépasser d'ores et déjà de 21% son objectif actuel de Kyoto ;
  - Si l'on tient compte en outre de l'ensemble de l'électricité actuellement exportée et produite sans émission de gaz à effet de serre, **c'est 150 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> que le nucléaire français épargne ainsi aux émissions de l'Union européenne**.